Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles
75 010 Paris

Palestine : l'urgence est à la solidarité et à la dénonciation des politiques et actes de l'État israélien à l'encontre des populations palestiniennes

L'Union syndicale Solidaires, au retour d'une délégation en Palestine, souhaite réaffirmer toute sa solidarité aux palestiniens et palestiniennes qui luttent et résistent à des politiques israéliennes toujours plus violentes.

Nous avons encore pu constater que ces politiques de l'État Israélien visant les populations palestiniennes se poursuivent à de nombreux niveaux :

-La **colonisation** des territoires palestiniens se poursuit et l'accaparement de terres, pourtant situées dans des zones officiellement reconnues comme étant palestiniennes, continue avec une régularité qui ne laisse aucun doute sur l'objectif poursuivit par l'Etat israélien. Outre la violence que cela représente, il s'agit de priver les palestiniens et palestiniennes de ressources et de poursuivre la destruction économique de ces territoires et ainsi l'asphyxie des populations pour mieux les soumettre.

- Les **politiques d'apartheid,** de fait, se poursuivent également : ségrégation spatiale et poursuite de la construction de murs de séparation en Cisjordanie, ségrégation dans les routes autorisées à la circulation aux palestinien-nes en fonction de leur statut et de leurs lieux de naissance et d'habitation dans les territoires. Ségrégation aussi à l'embauche pour des emplois, dans l'attribution des autorisations ou non de travailler en Israël, donc dans les droits accordés ou non aux travailleurs et travailleuses palestiniennes, au bon vouloir de leurs employeurs israéliens. A titre d'exemple, il a été rapporté aux membres de la délégation de Solidaires un conflit entre un travailleur palestinien de la région d'Hébron et son employeur israélien qui s'est soldé par l'interdiction, pour les 300 habitant-es de son village, de permis de travailler en Israël.

- Pour les palestinien-nes qui vivent en Israël aussi, c'est une situation de discrimination sans fin : discriminations au travail, impossibilité d'acheter des terres et la loi de l'Etat nation vient légaliser cette situation et nie à la langue arabe le statut de langue officielle.

-Les ONGs israéliennes qui luttent contre la colonisation et les profits que font des multinationales sur les territoires occupés, profitant de la situation coloniale, subissent des pressions et font l'objet de campagnes de calomnie.

Ainsi le dénie de la démocratie la plus élémentaire ne frappe pas seulement les populations palestiniennes, mais également toute personne qui ose s'élever contre le pouvoir en place, sa politique, son arbitraire et sa philosophie, qu'elle soit israélienne, membre d'organisation humanitaire ou autre.

-Les **raids de l'armée israélienne** se poursuivent quotidiennement dans certains lieux, notamment dans les camps des réfugié-es de 48. Ces raids se traduisent par des arrestations, des emprisonnements, et parfois des morts. En témoigne la mort, le 27 mars dernier, d'un secouriste palestinien dans le camp de Deisheh, près de Béthléem, tué par un soldat de l'armée israélienne alors qu'il tentait de faire son métier et portait ses vêtements de secouriste pendant un raid nocturne de l'armée.

-Israël continue de violer l'ensemble des législations internationales relative aux prisonniers et

prisonnières politiques : conditions carcérales dégradantes, torture, déplacement, limitation des droits de visites, détentions administratives, privées des droits fondamentaux, à la défense notamment, emprisonnement massif d'enfants...
-Enfin, nous dénonçons une **situation catastrophique dans la bande de Gaza**, dans laquelle les populations sont privées de tout, y compris des soins de premiers urgences, du fait du blocus perpétué par l'Etat israélien.

Les élections du 9 avril ne laissent entrevoir aucune amélioration de la situation, bien au contraire. Benjamin Nethanyahu, reconduit au pouvoir malgré les accusations de corruption dont il est l'objet, est le premier artisan, depuis des années, de ces politiques iniques et des agressions visant le peuple palestinien. Il peut compter sur le silence des autres gouvernements, dont le gouvernement français, et le soutien ouvert de Trump. Ultime provocation et agression, l'administration de ce dernier vient de proposer la solution d'un « Nouvel Etat » pour la Palestine : cette « solution » consisterait à attribuer des territoires restreints dans le sud désertique aux palestiniens et palestiniennes, en contre partie de l'annexion de territoires de Cisjordanie et du Golan Syrien…

L'Union syndicale Solidaires dénonce ces privations de droits et de libertés et les violences et agressions quotidiennes que subissent les populations palestiniennes.

Nous continuons à affirmer notre entière solidarité à ces dernières, notamment aux syndicalistes, militant-es des associations et ONGs qui continuent à résister et à dénoncer une situation intenable dans ces territoires.

Nous rentrons renforcés dans la volonté d'agir à leur côté, avec les moyens que sont ceux des organisations, des militant-es ici, le développement de l'action pour des boycotts, désinvestissements et sanctions.

Il n'y a pas de paix sans justice, pas de justice sans égalité des droits.

Free Palestine !